

Vigipirate : Chirac déchaîne la terreur anti-immigrée

Les travailleurs doivent briser l'« union sacrée » raciste et chauvine !



2 octobre - Khaled Kelkal vient d'être exécuté, sous l'œil des caméras de la télévision convoquée pour l'occasion, par des gendarmes-parachutistes après une véritable chasse à l'homme - une « bête sauvage », avait dit Chirac donnant carte blanche à ses tueurs assermentés. « Finis-le ! Finis-le ! », hurla un des gendarmes. Ils iront s'assurer qu'ils l'ont bien achevé, bousculant et retournant son cadavre à coups de pied. Légitime défense, invoque le gouvernement. La « légitime défense » avait déjà été invoquée par la police qui avait mitraillé l'automobile de Tsiganes serbes à Sospel le 20 août, tuant un enfant de 8 ans.

Kelkal, connu jusque-là pour de la petite délinquance, a d'abord été désigné par le gouvernement comme le « principal suspect » pour la tentative d'attentat contre le TGV Lyon-Paris du 26 août puis a été transformé en « ennemi public n° 1 » pour les divers attentats terroristes de l'été. Après la bombe du RER, le 25 juillet à Paris, c'est à Abdelkrim Deneche, un islamiste séjournant à Stockholm, que le gouvernement avait auparavant attribué ce rôle, avant que la justice suédoise fournisse plusieurs preuves l'innocentant. Rappelons l'affaire Abdallah qui fut accusé et condamné iniquement pour les attentats de 1986 avant que le pouvoir « découvre », soi-disant, la responsabilité des « services secrets iraniens »... (Il aura fallu cent ans à l'état-major pour reconnaître que Dreyfus avait été condamné au bagne sur la base de « preuves » inventées de toutes pièces !) En tout cas, le « suspect » Kelkal, lui, ne pourra plus contredire la « vérité » officielle. Chirac s'est érigé, au moyen de ses flics, en jury, juge et bourreau.

« Lutte antiterroriste » = Mot de code pour terreur raciste

Nous condamnons tous ces actes de terrorisme qui ont frappé de façon indiscriminée, du RER à l'école juive de

Villeurbanne, et ce quels qu'en soient les auteurs. Par ailleurs, dans les affaires de terrorisme criminel, toutes les manipulations sont possibles (« Les preuves, ça se fabrique », disait à ce propos un expert en la matière, Pasqua). Une seule chose est sûre : le gouvernement a utilisé ces horribles attentats pour déclencher une vaste opération raciste, sans précédent depuis la sale Guerre d'Algérie. En moyenne, quelque 15 000 contrôles d'identité au « faciès » par jour ; rafles « anti-islamistes » dans les banlieues ; de 60 à 90 « clandestins » interpellés quotidiennement ; des charters hebdomadaires. Et, dans la foulée, le gouvernement persécute et arrête des militants de gauche turcs et kurdes vivant et travaillant en France.

Chirac a même recours, pour la première phase de Vigipirate (comme pendant la sanglante guerre impérialiste contre l'Irak en 1990-91), à l'armée. En faisant patrouiller dans les rues de Paris ses sbires racistes qu'elle utilise habituellement pour ses guerres néocoloniales en Afrique, la bourgeoisie signifie que c'est bien une guerre qu'elle a engagée contre les immigrés et leurs familles. Et le président de la République s'est rendu à la frontière franco-belge pour défendre le pays soi-disant « attaqué » par le « terrorisme islamiste », l'« immigration clandestine », la « drogue » - tout en dénonçant avec une arrogance toute gaullienne la complicité (passive) de nos voisins européens. Racisme et chauvinisme vont de pair pour cimenter l'« union sacrée » (le « pacte républicain », en langage chiracien) indispensable pour faire accepter par les travailleurs les sacrifices que réclament les « intérêts supérieurs de la nation » !

L'exécution de Khaled Kelkal, complaisamment filmée et diffusée à la télévision (qui a censuré les passages infirmant la thèse gouvernementale de la « légitime défense » !), est un sinistre message adressé à l'ensemble

Suite page 10

Avec son opération Vigipirate (recourant à l'armée), Chirac met le pays en état de siège raciste.

France, OTAN, ONU : A bas l'agression impérialiste contre les Serbes de Bosnie !

● Révolution ouvrière pour renverser tous les régimes nationalistes meurtriers !

● Pour une fédération socialiste des Balkans !

17 septembre - Les raids aériens et les bombardements massifs menés depuis maintenant plus de deux semaines par les forces de l'OTAN contre le peuple serbe de Bosnie représentent une escalade militaire majeure en quatre années de guerres dans les Balkans. Cette opération, orchestrée par Washington et à laquelle Paris apporte la contribution meurtrière de ses avions et de ses canons, est la plus importante action militaire jamais engagée par

l'OTAN, avec plusieurs milliers de « sorties » aériennes et des tonnes de bombes et d'obus tirés. Il ne s'agit pas de quelques bombardements isolés, sans effet significatif sur le cours de la guerre, mais d'une action qui vise à modifier le rapport de force en faveur des clients des impérialismes américain et allemand dans la région : le régime de Sarajevo et la Croatie.

Cherchant à exploiter la situation nouvelle créée par les bombardements occidentaux, les armées croate et musulmane sont passées, il y a quelques jours, à l'offensive sur un large front dans le nord et l'ouest de la Bosnie, s'emparant de plusieurs localités stratégiques et jetant sur les routes quelque 100 000 réfugiés serbes ; ils viennent s'ajouter aux quelque 200 000 Serbes de la Krajina chassés par l'offensive croate du mois d'août. Mais ces nouvelles victimes de la « purification ethnique » - qui est prati-

quée par tous les camps nationalistes dans cette guerre civile sordide - n'ont évidemment pas droit à la sollicitude ni des médias bourgeois ni des soi-disant « défenseurs de la démocratie multi-ethnique en Bosnie ». Ces gens, il est vrai, viennent d'obtenir ce qu'ils réclamaient depuis des mois : une intervention militaire impérialiste massive aux côtés du régime de Sarajevo.

La soldatesque française en première ligne

Dès le début, l'engagement français dans l'offensive antiserbe a été aussi massif que le permettent les moyens militaires d'une puissance impérialiste de deuxième zone. Dans la nuit du 29 août, les premières vagues de chasseurs-bombardiers de l'OTAN lancés à l'attaque des positions serbes incluaient une dizaine d'appareils français (dont l'un sera d'ailleurs abattu par la défense

antiaérienne serbe). Peu après, l'artillerie de la « Force de réaction rapide » (FRR) franco-britannique en batterie autour de Sarajevo prenait le relais des avions. En quelques heures, les canons de 155 mm de la FRR, les pièces d'artillerie les plus puissantes et les plus modernes en service dans les armées de l'OTAN, avaient déversé sur les positions serbes plus d'un millier d'obus - davantage que le corps expéditionnaire français en avait déversés pendant toute la sanglante guerre du Golfe. Le lendemain, le général Soubirou, un des chefs de la FRR, laissait éclater devant les journalistes la joie du soudard enfin autorisé à « casser du Serbe » : « Nous avons eu des problèmes pour nous déployer, à cause de la méfiance des Bosniaques, mais, depuis mercredi, je crois qu'ils ne sont pas déçus du voyage » (le Monde, 2 septembre).

Suite page 2

M 2651 - 135 - 5.00 F-RD



Bosnie...

Suite de la page 1

La Ligue communiste internationale (LCI) s'est opposée dès le début au bain de sang nationaliste perpétré par tous les camps en présence dans les guerres civiles ethniques qui déchirent l'ex-Yougoslavie. En même temps, nous avons toujours combattu toutes les formes d'intervention impérialiste, y compris l'envoi des « casques bleus » de l'ONU et l'embargo économique contre la Serbie. Ces derniers mois, le déploiement de la FRR franco-britannique, puis l'offensive croate planifiée et contrôlée par les Etats-Unis au début du mois d'août, et maintenant les bombardements meurtriers des puissances impérialistes, ont clairement transformé le conflit en une guerre impérialiste contre le peuple serbe de Bosnie. Les léninistes-trotskyistes se doivent alors d'adopter une position de *défensisme révolutionnaire* à l'égard des Serbes de Bosnie. Ainsi, quelques jours après le début des bombardements, les sections américaine, britannique, allemande et française de la LCI ont organisé des manifestations d'urgence à New-York, Londres, Berlin et Paris, pour dénoncer l'offensive militaire de l'OTAN et de l'ONU et pour appeler à *défendre les Serbes de Bosnie contre les impérialistes et leurs fantoches de l'alliance croato-musulmane*.

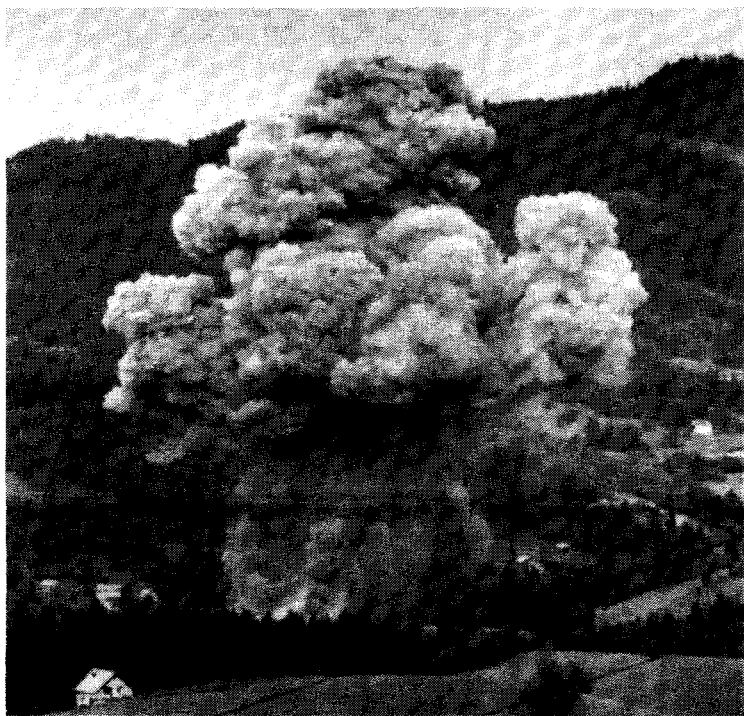
Tout en défendant les Serbes de Bosnie sur le champs de bataille, nous ne changeons en aucune façon notre opposition révolutionnaire à leurs dirigeants nationalistes réactionnaires – les Mladic et autres Karadzic. Au contraire, la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière pour renverser les bouchers nationalistes à Belgrade et à Pale – et leurs comparses de Zagreb et de Sarajevo – et pour instaurer une fédération socialiste des Balkans est le seul moyen d'en finir avec le cycle infernal des massacres et vengeances fratricides.

A l'heure où nous mettons sous presse, les puissances impérialistes ont annoncé qu'elles « suspendaient » les bombardements tandis que leurs diplomates négocient avec les dirigeants des forces serbes bosniaques et leurs « protecteurs » de Belgrade, un accord sur le retrait de l'artillerie lourde serbe des environs de Sarajevo et la réouverture des routes d'accès à la ville. Cette négociation est présentée comme un premier pas vers un « règlement pacifique » fondé sur un partage de la Bosnie entre les différentes forces nationalistes en conflit. Un tel « plan de paix » concocté par les puissances impérialistes, s'il devait effectivement voir le jour, ne pourrait que perpétuer l'oppression et l'injustice nationales, jetant ainsi les bases pour de nouvelles guerres dès le premier changement des rapports de force internes et internationaux – des guerres qui n'impliquent pas seulement les peuples de la région mais aussi les puissances occidentales rivales et la Russie, dont les intérêts

conflictuels ont historiquement fait des Balkans la poudrière de l'Europe. Et en attendant cet hypothétique « accord de paix », la menace de nouveaux bombardements, plus massifs et meurtriers encore, reste brandie pour contraindre la direction serbe à accepter les diktats occidentaux. Et ils parlent même de bombarder aussi les usines et autres concentrations de population civile.

Un acte délibéré de barbarie impérialiste

Les contre-révolutions capitalistes qui ont déferlé sur l'Europe de l'Est entre 1989 et 1991 ont conduit à l'éclatement sanglant de la Yougoslavie de Tito suivant des lignes de fracture nationales. Les Serbes – la nationalité la plus importante numériquement et la plus puissante militairement de la région – ont rapidement pris le dessus, s'assurant le contrôle d'un tiers de la Croatie et de 70 % de la Bosnie. Mais l'impérialisme américain refusa d'accepter une Grande Serbie établie contre sa volonté, et le Quatrième Reich allemand encouragea la formation d'une Grande Croatie. De son côté, l'impérialisme français était initialement favorable à ce que la contre-révolution capitaliste s'accomplisse dans le cadre d'un Etat



Bombardements de l'OTAN contre les zones serbes autour de Sarajevo. Nous, marxistes, défendons militairement les Serbes de Bosnie contre les attaques impérialistes.

yougoslave dominé par les Serbes, alliés historiques de la France (et aussi de la Grande-Bretagne) dans la région – un projet qui fut anéanti par la sécession (encouragée par l'Allemagne) de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine.

Il y a trois ans, les puissances occidentales ont imposé un embargo économique pour punir la Serbie – avec la bénédiction des Nations unies, ce nid de brigands impérialistes et de leurs victimes – afin de contraindre Slobodan Milosevic, l'homme fort du régime nationaliste de Belgrade, à cesser son soutien aux Serbes de Croatie et de Bosnie. Et c'est précisément ce qu'il a fait depuis quelques mois. En même temps, Washington et Bonn n'ont pas ménagé leurs efforts pour renforcer le potentiel militaire du régime croate et des Musulmans bosniaques. Début août, la dictature croate de Franjo Tudjman – qui se réclame ouvertement du régime oustachi pronazi de la Deuxième Guerre mondiale – a lancé une guerre éclair contre la région de la Krajina, à population serbe.

Tandis que 200 000 réfugiés serbes étaient chassés de la terre habitée par leurs ancêtres depuis des siècles, le gouvernement américain lançait une offensive diplomatique en vue d'imposer un diktat impérialiste aux nationalistes qui s'affrontent dans les Balkans. Les Serbes de Bosnie – qui se trouvent sur la défensive stratégique maintenant que leur ancien protecteur Milosevic se plie aux exigences des impérialistes – étaient disposés à jouer le jeu. Deux jours avant l'attaque de l'OTAN, le dirigeant « dur » des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic, déclarait que « l'initiative américaine prend en

compte les intérêts minimaux de la partie serbe ». En perpétrant néanmoins leur agression, les impérialistes ont clairement voulu donner une sanglante leçon à qui-conque ose les défier un tant soit peu. En fait, le seul protagoniste réticent à s'asseoir à la table des négociations était le régime de Sarajevo, qui estime aujourd'hui avoir les moyens militaires de repousser les Serbes. Mais si ces derniers sont bien les cibles et les victimes directes de l'attaque impérialiste, Washington et ses alliés envoient aussi un message aux dirigeants musulmans leur intimant l'ordre de rentrer dans le rang.

Le prétexte immédiat de l'attaque de l'OTAN a été l'explosion de deux obus dans le centre de Sarajevo, qui ont fait plus d'une centaine de morts et de blessés. Les responsables militaires serbes ont nié toute responsabilité dans ce bombardement, et il est clair qu'étant donné les circonstances ils n'avaient rien à y gagner. D'après une commission d'enquête de l'ONU, ces obus ont été tirés depuis une zone où l'on trouve à la fois des troupes du gouvernement bosniaque et des soldats serbes. Ce ne serait pas la première fois que le régime de Sarajevo bombarde sa propre population afin d'inciter les puissances occidentales à attaquer les

est maintenant considérablement plus puissante que les forces des Serbes de Bosnie, et elle est de mieux en mieux équipée. L'« embargo » sur les armes décrété par l'ONU n'a aucune réalité, sauf en tant qu'arme de propagande. Si les Occidentaux décident de donner le feu vert à une offensive générale de l'armée du régime de Sarajevo alliée aux Croates, avec un soutien aérien massif de l'OTAN, les Serbes de Bosnie pourraient bien subir de lourdes pertes. Une telle éventualité supposerait, comme en Croatie, d'obtenir l'accord de Milosevic pour que l'armée de Belgrade n'intervienne pas.

Nouveau désordre mondial et guerres balkaniques

La destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique a convaincu la classe dirigeante américaine qu'elle règnerait désormais sans partage sur un « monde à une seule superpuissance ». A l'époque où elle préparait les bombardements terroristes contre l'Irak, lors de la guerre du Golfe en 1991, le président américain George Bush avait proclamé un « nouvel ordre mondial ». Pour démontrer qu'ils étaient bien devenus l'unique superpuissance, les dirigeants américains sont intervenus dans des conflits aux quatre coins du globe, y compris là où ils n'ont pas d'intérêts stratégiques. Mais si les Etats-Unis continuent de posséder une puissance militaire sans équivalent, ils n'ont plus la puissance économique nécessaire pour jouer le rôle de « gendarme du monde » et en même temps faire face à la concurrence de ses principaux alliés et rivaux impérialistes, l'Allemagne et le Japon.

La crainte de pertes américaines en hommes, jointe à ses divergences avec les pays d'Europe de l'Ouest et la Russie d'Eltsine, avaient jusqu'ici dissuadé Washington de s'engager dans la voie d'une intervention militaire directe dans les Balkans. Mais l'interminable conflit balkanique et particulièrement l'attitude pour le moins peu docile des Serbes de Bosnie finissaient pas par rendre ridicules les prétentions des USA à régenter à leur guise le « nouvel ordre mondial ». Dernièrement, les dirigeants républicains du Congrès ont ainsi vilipendé le manque de « fermeté » de Clinton face à l'« agression » serbe. Les avions de l'OTAN envoyés pour massacrer les Serbes de Bosnie doivent donc aussi aider à la réélection de Clinton en 1996, en redorant son image de « chef de guerre ».

Les sordides manigances balkaniques de l'impérialisme français

Dans les Balkans comme ailleurs, l'impérialisme français ne peut prétendre jouer à la « grande puissance » que dans la mesure où ses rivaux plus puissants – Etats-Unis et Allemagne – consentent à lui laisser une petite marge de manœuvre. Contraint d'accepter le dépeçage de la Yougoslavie voulu par Bonn et Washington, Paris avait cherché à profiter de la situation pour réaffirmer ses prétentions de puissance dans la région et avait envoyé, sous la couverture de l'ONU, un contingent militaire dans le borbier balkanique dans l'espoir de pouvoir avoir son mot à dire dans un éventuel futur « règlement diplomatique » du conflit. La bourgeoisie française espérait en particulier jouer les médiateurs entre les nationalistes balkaniques, tout en ménageant les intérêts de la Serbie, alliée historique de la France dans les Balkans, face à une Croatie sous influence allemande et à une Bosnie inféodée à Washington.

Pour y parvenir, le régime Mitterrand agonisant tenta d'établir un « axe » diplomatique avec une Grande-Bretagne elle aussi soucieuse de ne pas laisser le champ libre à l'impérialisme allemand et avec une Russie désireuse de retrouver son rôle traditionnel de « protecteur » des peuples slaves orthodoxes. Mais la Russie d'Eltsine, en proie au chaos économique, social et politique déchaîné par la contre-

Suite page 11

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reformer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Xavier Brunoy, Xavier Gomez, Morgane Mancini (responsable des pages *Spartacus* !), Myriam Morin, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault (rédacteur en chef)

REALISATION: Jérôme Pavault

DIFFUSION: Camille Cézard

DIRECTEUR DE PUBLICATION:

William Saffores-Mondotte

Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Roto Paris Presse Chemin des Epinettes -
77200 Torcy

Commission paritaire: n° 59267 Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Lauber et des industries graphiques.

Libération immédiate de Mumia Abu-Jamal !

Pour en finir avec l'oppression raciste, il faudra exproprier la bourgeoisie et instaurer un gouvernement ouvrier

L'assassinat légal de Mumia Abu-Jamal, journaliste noir américain surnommé la « voix des sans-voix », ancien Black Panther et partisan de la communauté MOVE, prévu pour le 17 août dernier, a pu être suspendu grâce à la mobilisation internationale. Néanmoins, malgré les preuves accablantes de son innocence, le juge-lyncheur Sabo vient de refuser la révision de son procès (lire notre article en dernière page).

En tant que marxistes révolutionnaires, dont la lutte pour le communisme est la lutte pour l'émancipation de l'humanité de toute exploitation et de toute oppression et injustice, nous avons fait connaître le cas de Mumia dans le monde entier et nous avons lutté – et nous luttons – de toutes nos forces pour le libérer. Pour que justice lui soit rendue, nous n'avons aucune confiance dans la police ou les tribunaux bourgeois. C'est le devoir de chaque opposant à la peine de mort, de chaque combattant de la terreur raciste/fasciste, de chaque militant syndical et ouvrier, de rejoindre la campagne : Libération immédiate de Jamal !

L'Etat bourgeois américain est déterminé à le réduire au silence parce qu'il combat l'oppression raciste. Ainsi que le déclarait, en 1968, J. Edgar Hoover, le directeur du FBI (la police fédérale américaine), « il faut faire comprendre à la jeunesse noire et aux modérés que s'ils succombent aux enseignements révolutionnaires, ils seront des révolutionnaires morts ». Effectivement. Trente-huit Black Panthers ont été assassinés dans le cadre du programme COINTELPRO du FBI, un programme de provocations et de meurtres destiné à étouffer les luttes des meilleurs éléments d'une génération de militants combattant pour la libération des Noirs. C'est ce programme qui continue de s'acharner sur Jamal.

Son cas est au cœur du combat pour l'abolition de la peine de mort, qui est une institution barbare, essentiellement raciste dans ses buts et son application. La peine de mort est une arme de l'Etat bourgeois pour réprimer la classe ouvrière, les opprimés et les combattants anti-impérialistes. L'histoire de l'impérialisme US est remplie d'exemples d'exécutions politiques – le meurtre légal des anarchistes Sacco et Vanzetti en 1927, l'assassinat des Rosenberg en 1953, sacrifiés sur l'autel de la Guerre froide impérialiste contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique.

L'oppression des Noirs est fondamentale au capitalisme US. L'esclavage fut aboli par la victoire de l'Union (le Nord) dans la Guerre civile (connue en France sous le nom de guerre de Sécession). Faisaient partie de la force armée de l'Union plus de deux cent mille soldats et marins noirs dont la participation a grandement contribué à remporter la victoire. Mais l'immonde héritage de l'esclavage vit toujours. Le racisme meurtrier, brutal, est le programme du capitalisme américain, présent dans toutes les facettes de la politique du gouvernement, dans la législation et les actions de la police. La vendetta raciste contre la communauté noire MOVE a abouti en 1985 au bombardement par hélicoptère de tout un quartier par la police de Philadelphie. Onze mem-

bres de cette communauté, dont cinq enfants, furent tués. Les brutalités dont fut victime Rodney King entre les mains de la police de Los Angeles, filmées par un cameraman amateur, ne sont qu'un aperçu de la réalité de l'Amérique capitaliste. La peine de mort est la pièce maîtresse de l'arsenal répressif raciste et antiouvrier de l'Etat bourgeois américain.

Le capitalisme américain a été construit sur la perpétuation d'une armée de main-d'œuvre de réserve. Mais aujourd'hui, avec la désindustrialisation, celle-ci est considérée comme un surplus dont on peut se passer. Est mise en œuvre une politique de démantèlement de tous les systèmes sociaux, accompagné d'un renforcement de la répression. Cette escalade renforce la ségrégation de la population noire dans les ghettos. Nos camarades de la Spartacist League (section américaine de la Ligue communiste internationale) se battent pour l'intégration des Noirs dans une société socialiste égalitaire. Il faudra une révolution prolétarienne aux USA pour parachever la libération des Noirs, commencée avec la Guerre civile qui les a libérés de l'esclavage mais qui ne leur a pas donné l'égalité sociale. Seule une révolution socialiste pourra mettre fin à l'oppression raciste en instaurant un gouvernement ouvrier.

A bas la terreur raciste !

Plusieurs des organisations qui, en France, ont rejoint le combat pour Mumia ne manifestent en même temps aucun empressement à lutter contre l'oppression raciste *made in France*, voire participent même au consensus raciste qui pourrit ce pays. Ainsi, le PCF, qui, cet été, s'est engagé activement dans la campagne Mumia et qui a couvert quotidiennement dans *l'Humanité* l'affaire Mumia, pouvait avoir des articles dénonçant avec force et talent la réalité du racisme aux USA – tout en publiant des articles à la gloire des flics (français) qui terrorisent les banlieues immigrées de Paris, Lyon ou Rouen. Une telle dénonciation du racisme aux USA est d'autant plus facile qu'avec le gaulliste Chirac au pouvoir le chauvinisme anti-américain connaît un retour en force, à la hauteur des rivalités qui opposent les impérialismes français et américain. Pour nous, Ligue trotskyste, le combat pour arracher Mumia Abu-Jamal aux geôles, juges et flics racistes américains est indissociable du combat contre la terreur raciste qui frappe ici, en France, les immigrés et leurs familles.

L'opération Vigipirate, déclenchée aujourd'hui par Chirac au nom de la « lutte contre le terrorisme islamiste », désigne explicitement les immigrés, et en particulier la communauté d'origine maghrébine, comme l'ennemi public n°1 (lire notre article en première page). L'abolition de la peine de mort dans ce pays (toujours sous la menace des éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie, et en particulier des fascistes, qui en réclament le rétablissement) n'empêche pas les forces de répression de l'Etat capitaliste de continuer à terroriser, à assassiner en toute impunité les immigrés et leurs enfants. La brutalité des flics

américains contre Rodney King trouve ici sa réplique avec le crime commis, en 1986, contre Malik Oussekine, battu à mort par des flics. Ou encore avec le crime commis, en 1993, dans un commissariat du XVIII^e arrondissement de Paris de Makome M'Bowole. La douloureuse liste est interminable des jeunes issus de l'immigration tombés aux mains des terroristes racistes assermentés que sont les flics, qui bénéficient bien sûr de toute la mansuétude des tribunaux bourgeois.

C'est en fait le vrai visage raciste qu'ont toujours exhibé la police et la « justice » bourgeoises. C'est en effet la même police qui, sous Vichy, raflait les juifs pour les livrer aux camps d'extermination nazis ; la même qui, le 17 octobre 1961, assassinait dans les rues de Paris des centaines d'Algériens qui manifestaient en faveur de leur indépendance. Les juges qui absolvent les tueurs racistes en uniforme sont aussi les dignes héritiers

1985 en Nouvelle Calédonie et le massacre d'Ouvéa en 1986 sont autant d'exemples qui montrent que pour assurer sa domination pendant plus d'un siècle la classe dirigeante n'a jamais hésité à répondre par la terreur, les tortures et les massacres à la volonté d'émancipation des peuples qu'elle tenait sous sa botte. Aujourd'hui encore, c'est avec la même arrogance raciste et la violence policière que la bourgeoisie française traite les indépendantistes de Tahiti qui « osent » protester contre la provocation chiraquienne que représente la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique.

La lutte héroïque et victorieuse du peuple algérien a sonné le glas des colonies françaises en Afrique. Mais si l'indépendance nationale a été arrachée, les aspirations des peuples coloniaux sont loin d'avoir été satisfaites – la lutte pour l'indépendance (dirigée par des nationalistes) n'ayant pas dans ses buts la révolu-



1945, l'impérialisme français massacre à Sétif (Algérie). La terreur raciste en France est l'héritage du colonialisme.

de ceux qui ont envoyé à la mort des communistes combattant le nazisme et Vichy et des centaines de militants indépendantistes dans les colonies.

Si aux USA le racisme est l'héritage de l'esclavage, en France il est l'héritage du colonialisme. La « grandeur de la France » (chère aux gaullistes et aux réformistes du PS et du PCF), c'est-à-dire la place que la bourgeoisie française veut faire valoir dans la course aux profits face à ses rivaux impérialistes, s'est largement construite sur le pillage direct de « son » empire colonial, un pillage qui s'est nécessairement accompagné et justifié par un chauvinisme et un racisme considérant les colonisés comme des sous-hommes à « civiliser » à coups de Bible et de fusil. Aujourd'hui encore, sa domination néocoloniale (et même sa domination coloniale directe sur les DOM-TOM) est – tout comme son appareil militaire – un des éléments centraux lui permettant de jouer un rôle de puissance internationale.

C'est dans la chair, la sueur et le sang des peuples colonisés que la France s'est taillé et a maintenu son empire. Le massacre des Algériens en 1945 à Sétif, celui de 80 000 indépendantistes malgaches en 1947, les sales guerres d'Indochine et d'Algérie, le meurtre d'Eloi Machoro en

tion socialiste, un combat devant nécessairement s'étendre au prolétariat de la métropole. Mais avec la fin de l'exploitation directe des colonies, le capitalisme français avait désormais besoin d'un apport massif de main-d'œuvre bon marché, corvéable à merci, venue pour la plupart de ses anciennes colonies ravagées par la misère que le pillage impérialiste avait laissée derrière lui. La terreur et la ségrégation racistes sont indispensables à la surexploitation. Mais aujourd'hui, alors que le capitalisme connaît une très profonde crise économique, cette main-d'œuvre immigrée, qui est au cœur de la classe ouvrière de ce pays et qui a largement participé au développement de ses richesses, est désignée par la bourgeoisie comme le responsable des maux (chômage, misère) en fait engendrés par la crise du capitalisme. Elle redouble de terreur raciste non seulement pour poursuivre sa surexploitation mais aussi pour se débarrasser du « surplus » (et notamment les jeunes d'origine africaine et maghrébine nés ici ou y ayant vécu depuis leur plus jeune âge) qu'elle veut rejeter dans des cités-ghettos affreusement paupérisées ou expulser hors de France. Et ce d'autant

Déclaration commune contre les essais nucléaires français

Les trotskystes français et australiens proclament : L'ennemi principal est dans son propre pays !

L'orgie de chauvinisme qu'a déclenchée en Australie et en France la controverse sur la reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique est venue rappeler comment le capitalisme, à l'époque de sa décadence impérialiste, conduit inexorablement, via la guerre commerciale, à la guerre mondiale – si le problème n'est pas détruit à la racine par une révolution socialiste. Les ennemis des travailleurs et des opprimés ne sont pas « les Français » ou « les Australiens », mais les classes dirigeantes capitalistes rapaces qui rêvent de piller le monde entier tout en serrant la vis à « leurs » travailleurs pour accroître leurs profits. Le danger de guerre, réel et terrifiant, ne sera conjuré que quand les travailleurs de tous les pays se rassembleront, refusant de se laisser bernier par les machinations capitalistes pour les diviser (et dont les dirigeants traîtres actuels de la classe ouvrière se font les relais), et quand ils chasseront leurs exploités pour prendre en mains leur propre avenir. La Ligue communiste internationale (LCI) proclame : Non aux essais nucléaires français ! A bas tous les militarismes impérialistes ! Indépendance immédiate pour les colonies françaises ! L'ennemi principal est dans son propre pays !

La décision prise par le gouvernement Chirac (qui en même temps met la France « métropolitaine » en état de siège raciste avec son opération « Vigipirate » anti-immigrée) de reprendre les essais nucléaires sur l'atoll de Mururoa constitue une sinistre provocation impérialiste et colonialiste à laquelle doivent s'opposer les ouvriers conscients dans le monde entier. Cette manifestation de chauvinisme nucléarisé, arrogant et agressif, a provoqué dans tous les pays, et y compris en France, une large indignation. Les populations de l'océan Pacifique et de son pourtour ont été particulièrement scandalisées par les déclarations ouvertement et impudemment colonialistes du gouvernement français comme quoi il est déterminé à faire ce que bon lui semble dans ses derniers avant-postes coloniaux du Pacifique. Le bras d'honneur de Chirac au reste de la planète a aussi, comme on pouvait s'y attendre, provoqué en retour de violentes poussées de nationalisme antifrançais chez les rivaux impérialistes de la France.

Mais les réactions indignées des autres gouvernements capitalistes face aux essais nucléaires français sont d'une insigne hypocrisie. Les puissances impérialistes avancent dans la voie des guerres commerciales, menant au bout du compte à un nouvel affrontement planétaire ; les essais nucléaires français comme les hurlements chauvins des impérialistes australiens et de leurs larbins travaillistes contre ces mêmes essais doivent être vus dans ce contexte. On peut voir le danger clairement aujourd'hui dans les Balkans, d'où partit jadis l'étincelle du premier carnage interimpérialiste mondial. Pendant que les impérialistes français testent leurs têtes nucléaires à Mururoa et que les impérialistes australiens font des sermons sur les dangers des armes nucléaires pour l'écologie de « leur » arrière-cour, des tonnes de bombes de l'OTAN ont été déversées sur les Serbes de Bosnie, une campagne soutenue par le va-t-en-guerre Chirac, le premier ministre australien Paul Keating, qui est un partenaire servile des Etats-Unis, et les chauvins de « gauche » aussi bien français qu'australien. En tant qu'internationa-

listes prolétariens, nous nous sommes opposés au carnage nationaliste perpétré par tous les camps dans l'ex-Yougoslavie, tout en dénonçant toutes les interventions impérialistes. Avec le poids de l'impérialisme qui s'exerce de plus en plus à l'encontre des Serbes de Bosnie, le caractère de la guerre a maintenant changé. Face aux bombardements de terreur de l'OTAN, nous appelons à la défense militaire inconditionnelle des Serbes de Bosnie contre les impérialistes et leurs clients de l'alliance croato-musulmane, tout en luttant pour une révolution socialiste qui renversera tous les bouchers nationalistes et forgera une fédération socialiste des Balkans.

La destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a rouvert la boîte de Pandore des rivalités interimpérialistes. Le tollé provoqué par les essais français ne démasque pas seulement l'infâme hypocrisie du discours impérialiste sur la « paix » et la « non prolifération », mais jette aussi une lumière crue sur ces tensions interimpérialistes qui s'exacerbent.

- **Indépendance pour les colonies françaises !**
- **Impérialisme australien, bas les pattes devant le Pacifique Sud !**

L'impérialisme US, la puissance nucléaire la plus dangereuse du monde et la seule qui ait jamais fait usage de l'arme nucléaire, avec le massacre des populations civiles de Hiroshima et de Nagasaki, en 1945, veut empêcher le Japon d'acquiescer à l'armement nucléaire. Le Japon (dont le ministre des finances a été l'un des innombrables parlementaires à s'être montrés à Tahiti) est opposé aux armes nucléaires françaises et américaines dans le Pacifique. De plus en plus en situation de confrontation directe avec ses rivaux impérialistes américains pour savoir qui sera le premier à violer l'Etat ouvrier déformé chinois, le Japon se prépare de son côté à forger son propre arsenal nucléaire. Il est déterminé à étendre son influence néocoloniale dans la région afin de reconstruire une « Grande sphère de prospérité extrême-orientale ». Le Japon possède déjà des tonnes de plutonium de qualité militaire ainsi que la quatrième armée du monde.

Les objections de l'Union européenne (UE) aux essais nucléaires français ont été soigneusement limitées à des inquiétudes quant à l'« innocuité » et l'« accès aux informations techniques ». L'opposition la plus discrète est venue de Grande-Bretagne et d'Allemagne. La Grande-Bretagne s'accroche à son propre arsenal nucléaire, dépendant de la technologie américaine, pour soutenir ses prétentions de « grande » puissance et elle a conclu en 1992 un accord de collaboration nucléaire avec la France. L'impérialisme allemand, la puissance dominante en Europe, a accueilli avec « intérêt » la proposition de Chirac de mettre les forces nucléaires stratégiques françaises à la disposition de l'UE. L'impérialisme allemand, qui pourrait en deux temps trois mouvements construire ses propres armes

nucléaires, est conscient des craintes que la perspective d'un réarmement allemand provoque dans les pays qui ont été dans le passé les cibles du militarisme allemand. L'arsenal français lui offre la possibilité d'annexer une capacité nucléaire.

Chauvinisme et hypocrisie de l'impérialisme australien

L'impérialisme australien, impérialisme chacal qui verrait avec plaisir la puissance coloniale française plier bagage dans le Pacifique – ce qui lui permettrait de jouer plus facilement son rôle de gendarme contre-révolutionnaire local et de consolider sa petite niche –, a rendu à Paris la monnaie de sa pièce en déclenchant une infâme campagne de nationalisme australien antifrançais. Les actions de protestation ont pris pour cible non seulement des bureaux diplomatiques français mais aussi des restaurants français et des personnes d'origine française. De façon scandaleuse à défaut d'être surprenante, les dirigeants travaillistes traîtres de la classe ouvrière australienne

ont appelé les travailleurs à participer à la campagne de la bourgeoisie pour boycotter les produits et les navires français. Les dirigeants des syndicats et du Parti travailliste (qui n'ont jamais dit un seul mot contre le traité contre-révolutionnaire de l'ANZUS [l'accord militaire entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les USA] et les bases militaires américaines et qui ont été aux premiers rangs de la levée de boucliers raciste contre l'« invasion » asiatique quand une poignée de réfugiés chinois sont arrivés sur la côte nord du pays fin 1994), se retrouvent au coude à coude avec les vieux réactionnaires grotesques des organisations d'anciens combattants, tout juste revenus des cérémonies racistes commémorant la « victoire dans le Pacifique ».

Derrière l'écran translucide du verbiage antinucléaire, les suivistes sociaux-démocrates d'« extrême gauche », comme le Democratic Socialist Party et l'International Socialist Organisation [ISO – dont l'organisation sœur en France est Socialisme international], se sont mis en avant comme les « meilleurs constructeurs » de cette campagne, et ont incité le gouvernement à aller plus loin. En Nouvelle-Zélande, l'ISO appelle explicitement à envoyer une frégate à Mururoa. La « gauche » et les pacifistes qui s'alignent sur leur propre classe dirigeante contre ses rivaux impérialistes ne construisent pas un nouveau « mouvement de la paix » mais participent à la marche vers de nouvelles et sanglantes guerres impérialistes ! La Spartacist League of Australia, qui lutte pour une république ouvrière en Australie, partie intégrante d'une Asie socialiste, dénonce cette union sacrée nationaliste comme une trahison des intérêts de classe des travailleurs et des opprimés en Australie et internationa-

lement ; cela conduit au bout du compte à l'unité social-patriote dans les guerres de la bourgeoisie pour défendre ses marchés et ses sphères d'influence dans une autre guerre interimpérialiste – dans le cas de la bourgeoisie australienne, dans la position d'allié subordonné de l'impérialisme US, considérablement plus puissant et dangereux.

Les gouvernements australien et néo-zélandais ont bien insisté que leurs protestations contre les essais n'ont absolument rien à voir avec des manifestations anticoloniales. Et pour cause. L'Australie, enclave impérialiste blanche, ne s'est pas seulement formée par l'expropriation génocide des aborigènes mais aussi par l'expulsion en masse des travailleurs venus de Chine et des îles du Pacifique qui ont joué un rôle clé dans la colonisation du Queensland du nord et d'autres régions d'Australie. Ils ne veulent pas d'une population anti-impérialiste dont l'agitation menacerait les profits de Colonial Sugar Refineries et autres trusts. Canberra « conseille » et arme l'armée de sa néocolonie de Papouasie-Nouvelle Guinée (dont la population est clairement victime de l'impérialisme australien blanc) dans la guerre menée contre la population de Bougainville.

Le ton d'indignation vertueuse et les poses antinucléaires qu'adoptent parfois des puissances impérialistes mineures comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande constituent seulement un symptôme des intérêts de leurs parrains impérialistes plus puissants. En 1950, le gouvernement australien avait invité les impérialistes britanniques à procéder à des essais nucléaires à Maralinga, sur les terres des Tjarutja, un peuple aborigène, irradiant le site et le contaminant au plutonium. Aujourd'hui, l'US Navy domine toujours les océans, et l'Australie joue un rôle pivot pour permettre aux Etats-Unis de contrôler le sud-ouest du Pacifique et l'océan Indien. Les bases d'espionnage de Pine Gap et de Nurrungar sont partie intégrante du réseau planétaire du plus puissant boufeu nucléaire et « gendarme du monde ». Quand, en 1975, [le premier ministre australien] Gough Whitlam tenta de remettre en cause cet arrangement, la bourgeoisie australienne et les impérialistes US le firent limoger sans ménagement par la créature de la CIA qui occupait le poste de « gouverneur général de Sa Majesté ». De la guerre de Corée à la sale guerre (finalement perdue) contre les ouvriers et les paysans vietnamiens, en passant par son soutien au massacre des communistes, des ouvriers et des paysans indonésiens (massacre fomenté par la CIA en 1965 et qui pava la voie à l'« ordre nouveau » de Suharto), l'impérialisme chacal australien a joué le rôle de gendarme contre-révolutionnaire dans la région. Comme en Indonésie avant le coup d'Etat de 1965, et plus récemment avec les investissements australiens au Vietnam, les hommes de paille australiens agissent souvent là où l'impérialisme US ne peut pas aller ouvertement.

Arrogance colonialiste nucléaire de l'impérialisme français

Pendant près de trois décennies, les têtes nucléaires de la force de frappe ont été braquées sur les grandes villes d'URSS, faisant planer sur des dizaines de millions de citoyens soviétiques la menace de l'horreur de l'anéantissement

atomique. De de Gaulle à Mitterrand, l'impérialisme français a brandi son arsenal nucléaire terroriste pour prétendre au statut de grande puissance dans l'alliance antisoviétique. Contrairement à la « gauche » française social-chauvine, qui de la social-démocratie au PCF stalinien s'est ralliée à la défense de cet arsenal antisoviétique, la Ligue trotskyste, section française de la LCI, s'est opposée à la force de frappe et au militarisme impérialiste – une opposition qui faisait partie de notre défense révolutionnaire de l'URSS. C'est l'existence de l'arsenal nucléaire soviétique qui a dissuadé l'impérialisme US de faire usage de son armement nucléaire, notamment en Asie pendant les guerres de Corée et du Vietnam. De même aujourd'hui, en ce qui concerne l'arsenal nucléaire de l'Etat ouvrier déformé chinois, nous, trotskystes, affirmons, de façon indissociable, la nécessité urgente de la lutte pour une révolution politique prolétarienne qui chassera la bureaucratie stalinienne et la défense militaire inconditionnelle des acquis de la Révolution chinoise de 1949 – y compris la reconnaissance du droit de la République populaire de Chine de conserver et de développer son armement nucléaire.

En affirmant agressivement sa détermination à conserver et développer la force de frappe, Chirac brandit sa machine de terreur nucléaire comme une menace directe pour tous les rivaux potentiels de l'impérialisme français qui pourraient un jour s'en prendre à ses « intérêts vitaux », et contre tous les peuples néocoloniaux qui n'accepteraient pas le joug impérialiste. Ses vociférations ne sont pas simplement des bravades machistes : le 50^e anniversaire du largage des bombes A sur Hiroshima et Nagasaki – un gigantesque assassinat raciste qui était aussi un message sanglant adressé à l'Union soviétique – est là pour nous rappeler qu'en dernier recours les bourgeoisies impérialistes ne reculeront pas devant les actes de barbarie les plus monstrueux, y compris le génocide nucléaire, pour défendre ces mêmes « intérêts vitaux ».

La politique étrangère de Chirac vise aussi à cimenter un consensus raciste et nationaliste en France même. Ses promesses électorales d'augmenter le budget de la police et de renforcer le contrôle de l'immigration indiquaient clairement ce que signifiaient réellement ses inquiétudes « populistes » sur le chômage et la « fracture » de la société française. Aujourd'hui, prenant prétexte des attentats criminels en France métropolitaine et ailleurs, Chirac a déployé la police et l'armée à Paris pour instaurer un véritable état de siège et a déclenché une opération raciste de contrôles d'identité, de rafles et d'expulsions visant à terroriser les communautés d'origine maghrébine et notamment ceux qui sont nés en France mais que l'Etat français raciste et colonialiste considère toujours comme des « immigrés ». La terreur policière actuelle est destinée à intimider quiconque lutte contre la réaction sociale et à paralyser les luttes ouvrières, à un moment où les capitalistes exigent de nouvelles attaques contre le niveau de vie de la classe ouvrière, et en particulier des coupes sombres dans les prestations sociales. La Ligue trotskyste a appelé à des manifestations de front unique : « *Le mouvement ouvrier doit mettre au centre de son combat la lutte contre la terreur et la ségrégation racistes. Halte aux charters et aux expulsions ! Défense du droit d'asile ! Flics hors des cités-ghettos ! Ecrasons les fascistes avant qu'ils nous écrasent ! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les usines ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !* »

Les directions réformistes du PS et du PCF refusent de lutter contre les rafles racistes ou contre la répression coloniale à Tahiti. Le honteux silence de ces sociaux-chauvins sur ces questions révèle ce qu'ils veulent : un impérialisme français « plus propre ». Leur refus de s'opposer aux visées impérialistes de la bourgeoisie ainsi qu'au consensus raciste en France

même démasque la vraie nature de leurs « protestations » contre les essais nucléaires français : de creuses tartufferies qui évitent soigneusement de remettre en cause le consensus chauvin autour de la force de frappe.

Mais les « sujets coloniaux » opprimés de la France ont laissé éclater leur colère. Le 29 juin, plus de 10 000 manifestants – plus du dixième de la population de Tahiti – ont défilé dans Papeete pour protester contre la décision de Chirac. Deux jours plus tard, plusieurs milliers de manifestants défilaient à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, où une banderole du syndicat indépendantiste USTKE proclamait « *Gossanah, Mururoa, Chirac assassin* », en référence à l'assaut meurtrier



Paris, 11 septembre – Manifestation contre les essais nucléaires. La LTF dit non au terrorisme raciste de Vigipirate ici et à la répression colonialiste à Tahiti.

ordonné par Chirac, alors premier ministre de Mitterrand, contre des combattants indépendantistes kanaks à Ouvéa, en 1988. Un des principaux organisateurs de la manifestation de Tahiti, la plus grande manifestation qui, semble-t-il, ait jamais eu lieu dans l'île, était le parti indépendantiste Tavini Huiraatira, dont le dirigeant, Oscar Temaru, s'embarqua ensuite pour Mururoa à bord du navire-amiral de Greenpeace, le *Rainbow-Warrior II* – qui porte le nom du navire de l'organisation écologiste coulé en 1985 par des saboteurs français aux ordres du président « socialiste » Mitterrand. Et quand, au début du mois de septembre, l'île fut secouée par une nouvelle vague de protestations, des manifestants prirent d'assaut l'aéroport de Tahiti, incendiant une partie des bâtiments.

Marchant sur les traces de Mitterrand, le 9 juillet Chirac fit capturer le *Rainbow-Warrior* et son équipage par des nervis encagoulés de la Marine nationale. Nous dénonçons cet acte de piraterie scandaleux, et nous n'oublions pas la longue liste des attentats terroristes sanglants perpétrés par le colonialisme français dans la région, sous des gouvernements de droite comme « de gauche », depuis l'assassinat du dirigeant indépendantiste kanak Eloi Machoro par la garde prétoirienne de Mitterrand, en 1985, jusqu'à l'attentat meurtrier contre le *Rainbow-Warrior* et au massacre d'Ouvéa. Impérialisme français, hors du Pacifique ! Indépendance immédiate de la Polynésie, de la Nouvelle-Calédonie et de toutes les autres dernières colonies françaises !

Eco-chauvinisme et course à la guerre

Les différents courants protestataires petits-bourgeois, pacifistes, écologistes, groupes antinucléaires, qui s'opposent aux essais nucléaires sont au mieux utopistes. Le véritable danger, que représentent les armes nucléaires, que ce soit pour l'environnement ou plus généralement, c'est leur usage dans une guerre interimpérialiste. Les Verts n'ont aucune solution à apporter aux rivalités interimpérialistes

qui s'aiguisent et, au contraire, s'alignent derrière leurs impérialismes respectifs en Bosnie. Les pacifistes pensent pouvoir rendre meilleures leurs classes dirigeantes capitalistes rapaces, les obliger à désarmer et à vivre en paix les unes avec les autres. Leurs protestations révèlent une sélectivité sur le thème « pas dans mon jardin », qui fait penser aux gouvernements du « tiers-monde » qui font raser des bidonvilles parce qu'ils « défigurent le paysage ». Il y a quelques années, les protestations écologistes contre la sur-exploitation des stocks de poissons dans les eaux du nord de l'Australie coïncidaient parfaitement avec un protectionnisme raciste à l'encontre des pêcheurs asiatiques. Sous le capitalisme, des propo-

et les armées qui servent à les protéger. La tâche du prolétariat n'est pas la défense ou l'« amélioration » de l'Etat-nation, mais sa liquidation complète et finale. C'est seulement quand le prolétariat, au niveau international, aura arraché les moyens de production des mains des bourgeoisies nationales par une révolution socialiste, que les puissantes énergies productives du monde entier seront libérées, éradiquant enfin toutes les formes de racisme, d'arriération et d'obscurantisme, et créant un système socialiste qui pourra garantir à tous la nourriture, un toit et une éducation.

Les nationalistes australiens ont choisi le jour de la prise de la Bastille comme date symbole de leur croisade antifrançaise. Les capitalistes français ont depuis longtemps fait du 14 Juillet une célébration de la « gloire » impérialiste de la France, et non l'anniversaire du jour où les masses exploitées et opprimées ont ouvert les portes de cette prison. La Révolution française avait offert la citoyenneté à tous ceux qui se reconnaissent dans sa devise « Liberté, égalité, fraternité » ; elle avait aboli l'esclavage, alors qu'aujourd'hui les « immigrés » qui n'ont pas la peau assez blanche sont traités comme des criminels et expulsés. Parmi les premiers colons blancs en Australie, beaucoup étaient des bagnards, dont un nombre significatif, notamment des Irlandais, avaient été déportés pour leur activité radicale favorable à la Révolution française. Mais la classe dirigeante australienne incarne la tradition d'Edmund Burke, l'ennemi juré de la Révolution française. Les idéaux de cette révolution progressiste, humaniste et libératrice sont défendus aujourd'hui par les communistes qui luttent pour une révolution ouvrière socialiste.

Aujourd'hui, le choix énoncé par Rosa Luxemburg au début de ce siècle – « socialisme ou barbarie » – est posé de façon plus aiguë que jamais. Face à des puissances impérialistes qui disposent d'armes nucléaires, c'est le socialisme ou l'anéantissement. La menace d'une troisième guerre mondiale thermonucléaire ne sera écartée que par le triomphe d'une révolution ouvrière internationale, ouvrant la voie à une société sans classes, une authentique société d'abondance et d'égalité universelle, où toute la formidable puissance de la science et de la technologie modernes, y compris l'énergie nucléaire, sera mise au service du progrès humain. Ceci requiert une direction internationale et internationaliste – une Internationale authentiquement communiste, reforcée sur les fondations politiques de la Quatrième Internationale de Trotsky. De Paris à Canberra, nous, trotskystes de la LCI, proclamons : *L'ennemi principal est dans son propre pays ! Vive l'internationalisme prolétarien ! Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

- Ligue trotskyste de France,
- Spartacist League of Australia,
- sections de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Spartacist

édition française
n° 28, hiver 94-95
(10 francs)

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Ecrire au Bolchévick : B.P. 135-10 75463 Paris Cedex 10



Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Marxisme et progrès technique

La reprise des essais nucléaires dans le Pacifique a provoqué une crainte légitime à travers le monde. Nous, marxistes, tout en nous opposant aux essais nucléaires de la France capitaliste et à sa force de frappe (lire la déclaration commune LTF-SLA en pages 6 et 7), sommes en général en faveur de l'introduction de nouvelles technologies, y compris la construction, le développement et la mise en marche de réacteurs nucléaires. Ceux qui œuvrent à une société socialiste basée sur l'abondance matérielle ne peuvent qu'avoir sur cette question un point de vue très différent de celui des charlatans écologistes qui, au fond, veulent un retour à la société pré-industrielle. On ne peut en fait juger de l'opportunité économique de l'utilisation de l'énergie atomique que dans le cadre d'une économie socialiste planifiée au niveau international.

Il est vrai que sous le capitalisme, système irrationnel mu par la recherche du profit maximum, les réacteurs nucléaires posent de véritables problèmes de sécurité qui suscitent, avec raison, l'inquiétude de la population. C'est pourquoi - comme nous le faisons pour toute industrie - nous exigeons le contrôle syndical des conditions de travail et de sécurité dans les installations nucléaires, et nous appelons à l'action pour fermer celles qui présentent un danger.

Tchernobyl est dans toutes les mémoires. Cet accident nucléaire s'est produit en 1986 en URSS dans une société où, à l'époque, le capitalisme avait été détruit; mais dans cet Etat ouvrier, le pouvoir politique était détenu non par le prolétariat mais par une caste bureaucratique parasitaire, aussi incompétente que corrompue. Il ne fait aucun doute que les normes de sécurité soviétique avaient souffert de la dégénérescence bureaucratique de la Révolution bolchévique. C'est pourquoi nous rappelons en 1986, à propos de Tchernobyl, que les travailleurs soviétiques devaient chasser la bureaucratie stalinienne pour restaurer l'Etat ouvrier de Lénine et Trotsky: «*Seule une telle révolution politique permettra en effet de défendre et de développer les acquis prolétariens de l'économie planifiée, ce système qui a déjà permis à l'URSS de*

réaliser de gigantesques progrès sociaux, économiques et techniques (dont l'édification d'une industrie nucléaire)» (le *Bolchévik*, juin 1986).

Ce qui représente le plus grand danger pour l'humanité, ce n'est pas «le nucléaire»; c'est que les impérialistes possèdent des armes nucléaires capables de faire sauter la planète. La solution n'est ni dans une (utopique) réforme ou rationalisation du capitalisme ni dans des traités de «non-prolifération»; elle est dans l'action révolutionnaire du prolétariat balayant le capitalisme de la surface de la terre.

Nous reproduisons ci-dessous un article abrégé et adapté de la publication de nos camarades de la Jeunesse aux USA *Young Spartacus* (juin 1977).

Les marxistes ne sont pas insensibles à l'influence du progrès technique sur l'environnement. Mais notre préoccupation est modérée par notre détermination à éradiquer scientifiquement la pénurie et la misère humaine. La révolution prolétarienne victorieuse utilisera la science et la technologie pour procurer la base matérielle susceptible de surmonter la «condition humaine» faite de guerre, de pauvreté et de privation - les marques distinctives d'une société de classes.

Dans l'abstrait, les questions technologiques, comme celles concernant l'énergie nucléaire, sont rarement insurmontables. Mais les considérations techniques n'existent pas indépendamment de la société de classes. Sous le régime capitaliste, l'irrationalité fondamentale du profit et des rapports marchands peut rendre dangereuse même la mieux maîtrisée des technologies.

Ce n'est pas le rôle des marxistes de conseiller ou d'approuver les plans de la bourgeoisie pour satisfaire ses besoins en énergie - les rapports de production anarchiques ne peuvent tout simplement pas obéir à la raison. Argumenter que telle ou telle façon de produire de l'électricité est intrinsèquement plus sûre (ou plus raisonnable) qu'une autre dans une société gouvernée par une cupidité effrénée, c'est du réformisme le plus grossier.

Sous le capitalisme, les produits de

mauvaise qualité et les conditions de travail dangereuses sont légion, et l'industrie de l'énergie atomique n'est certainement pas une exception. Témoin l'utilisation de matériaux radioactifs dangereux dans les sites de construction, la cons-



Orion press - Opera Mundi.

Nagasaki, 9 août 1945: la barbarie impérialiste

truction de réacteurs dans des zones sismiques connues, des accidents qui ont failli provoquer la «fusion» du cœur du réacteur, etc.

Face au danger permanent d'un désastre industriel, nous exigeons que le contrôle des conditions de sécurité dans toutes les industries soit aux mains des syndicats. Il serait de loin préférable que cette autorité soit aux mains de ceux dont le bien-être dépend directement de la sécurité de leur industrie et non dans celles des représentants locaux des actionnaires.

Le progrès technique - y compris le développement de l'énergie de la fission nucléaire - est concrètement dans l'intérêt des masses travailleuses et des opprimés du monde. Seule la vision du développement illimité de la productivité du travail pour rendre possible l'avenir socialiste a pu donner à Marx la possibilité de voir le progrès humain au milieu de la

saleté et de la déchéance des filatures de Manchester au XIX^e siècle.

Tout en nous préoccupant de la sécurité, nous nous opposerions à une forme particulière de technologie seulement s'il y avait un danger généralisé inhérent à son application. Notre inquiétude face à ce genre de dangers ne repose pas sur la préservation «organique» d'un quelconque «éco-système» métaphysique d'une forme primitive mythique, mais sur la création des bases matérielles pour la société socialiste. Comme le mouvement trotskyste l'a écrit, seulement un an après le bombardement atomique du Japon (*Quatrième Internationale*, août-septembre 1946):

«*Dans une société socialiste, l'utilisation de l'énergie nucléaire ouvre les plus vastes perspectives à la civilisation humaine, pour l'accomplissement de ses tâches culturelles et industrielles. Une société socialiste peut développer et développerait systématiquement l'utilisation de l'énergie nucléaire, aux fins de la diminution de l'effort et de la durée de travail, et pour la production d'une abondance de biens importants pour la vie. Ainsi, l'énergie atomique peut devenir, dans la société socialiste, un des leviers les plus puissants du progrès de la civilisation humaine.*

«*Le marxisme voit dans le développement de la force productive du travail humain le moteur fondamental de l'évolution sociale. C'est pourquoi le marxisme ne saurait sous-estimer la portée de l'apparition d'une force nouvelle dans le domaine des forces naturelles connues et techniquement maîtrisées par l'homme. Après trente ans de recherches, le premier pas décisif pour l'application technique de l'énergie atomique a été fait, premier pas frayant le chemin à une évolution dont l'importance peut être incomparablement plus grande que celle de la domination de l'énergie hydraulique, de la vapeur et de l'électricité, domination qui fut atteinte au cours de l'ère capitaliste. Si la vapeur et l'électricité sont les bases techniques de l'ère capitaliste, l'énergie nucléaire, qui à l'époque du déclin du capitalisme n'est que l'instrument d'une destruction inimaginable, sera la base technique offerte à l'époque socialiste.*»

geux opposant à leur système d'oppression. Les réformistes du PCF réclament un «nouveau procès équitable». Mais il ne pouvait et ne pourra avoir de procès équitable. Pour obtenir sa libération, il faut des luttes sociales de masse, mobilisant la puissance du prolétariat. Et pour en finir avec toute la machine répressive de l'Etat bourgeois, il faut rien moins qu'une révolution ouvrière.

Notre lutte pour sauver Mumia Abu-Jamal se situe dans la continuité des traditions internationalistes de la classe ouvrière du monde entier, et notamment de ce pays où de grandes manifestations ont eu lieu contre l'exécution de Sacco et Vanzetti dans les années 30 puis contre celle des Rosenberg dans les années 50.

Notre combat prend ses racines dans les idéaux universalistes et émancipateurs de la Révolution française de 1789 (époque où la bourgeoisie était une classe progressiste face au féodalisme) qui a accordé le statut de citoyen aussi aux juifs et aboli l'esclavage dans les colonies. Des

idéaux, dont l'héritage transmis des premiers communistes Babeuf et Buonarroti jusqu'à Marx, ont été une des sources d'inspiration révolutionnaire pour les bolchéviques. De même, nous nous réclamons du combat des Communards de 1871 qui, instaurant le premier (et éphémère) gouvernement ouvrier de l'histoire, a accordé les pleins droits de citoyenneté à tous les étrangers. Ce que fit aussi la Révolution bolchévique, montrant ainsi concrètement ce que signifie la solidarité et la fraternité internationales du prolétariat luttant pour son propre pouvoir!

Nous nous revendiquons de ces courageux marins de la flotte française de la Mer noire - envoyée pour écraser, avec les autres flottes impérialistes, la jeune Révolution bolchévique - qui se mutinèrent en 1919 contre leurs propres officiers et en défense de la révolution d'Octobre. Notre combat se revendique du combat internationaliste de la III^e Internationale de Lénine et Trotsky. Sous

leur impulsion, le PCF, alors révolutionnaire, a mobilisé la jeunesse et les travailleurs contre la répression coloniale perpétrée par la bourgeoisie française dans la guerre du Rif au Maroc de 1925 à 1927. En même temps, il s'opposa fermement à la campagne militariste de la bourgeoisie française pour étrangler le peuple allemand par l'occupation de la Ruhr en 1923. Les communistes appelèrent les troupes françaises d'occupation à la fraternisation avec les ouvriers allemands. Ils publièrent, à destination des contingents coloniaux de l'armée française, un tract en arabe dans lequel on pouvait lire: «*Vous êtes ici, pour piller et voler en faveur des mêmes impérialistes qui vous assassinent et vous volent chez vous. Les ouvriers allemands sont vos frères et luttent pour la liberté comme vous dans votre pays. Vive la Libération de l'Algérie et du Maroc!*»

C'est cette tradition de fraternisation ouvrière que continuèrent nos camarades trotskystes du POI, français et allemands,

qui, en 1943, ont donné leur vie pour faire de la propagande internationaliste parmi les soldats allemands, notamment à Brest, alors que le PCF, devenu social-patriote, lançait son mot d'ordre grossièrement chauvin «A chacun son Boche!»

Les trotskystes de la LCI continuent à brandir le drapeau de l'internationalisme prolétarien. L'impérialisme ne peut qu'apporter misère, oppression, racisme, fascisme et guerre. Le prolétariat est la seule classe qui a la puissance sociale d'en finir par la révolution socialiste mondiale avec la barbarie capitaliste en en finissant avec ce système d'exploitation et d'oppression. Le parti ouvrier révolutionnaire que nous œuvrons à construire, indispensable pour mener à bien ce combat, s'appuiera sur les riches traditions internationalistes de la classe ouvrière mondiale et s'appropriera les leçons de la lutte du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky. En avant vers la renaissance de la Quatrième Internationale!

Vigipirate...

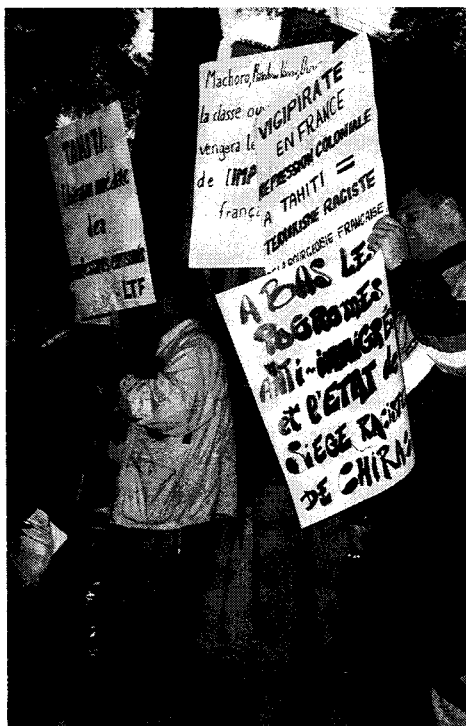
Suite de la page 1

de la communauté immigrée – pour la terroriser. « *Ca y est : avant, c'était islam = intégriste ; maintenant, c'est Arabe = terroriste* », s'exclame un jeune Marocain interviewé par le *Monde* du 28 septembre. Après avoir préparé le terrain avec sa campagne raciste contre le « fouldard islamique » dans les écoles (lire notre article « A bas la circulaire raciste de Bayrou ! », le *Bolchévik* n° 131), le pouvoir, relayé par les médias aux ordres, désigne, sous prétexte de « lutte anti-islamiste », tous les jeunes issus de l'immigration comme l'« ennemi intérieur » servant de relais à l'« internationale terroriste islamiste ». Et les flics de mettre en état de siège des banlieues de Paris, Lyon, Grenoble... Devant la brutalité de l'armada policière qui, enivrée par l'exécution de Kelkal, a déferlé sur la banlieue lyonnaise (où il vivait), les jeunes viennent de se soulever.

Cette légitime révolte des jeunes ne doit pas rester isolée. Isolés, ils sont une proie facile pour les flics. Le mouvement ouvrier doit mobiliser, à leurs côtés, la puissance sociale des travailleurs contre la terreur policière raciste. Nous, trotskystes, disons aussi que le mouvement ouvrier doit défendre les victimes des rafles « anti-islamistes » contre la répression de l'Etat bourgeois. Il est urgent qu'il se mobilise dans des actions massives et combattives (comme des grèves et des manifestations) pour mettre en échec Vigipirate. C'est pourquoi nous avons appelé à des actions de front unique. Nous en avons d'ailleurs organisé une à Paris le 15 septembre contre le terrorisme raciste d'Etat, non seulement en « métropole » mais aussi à Tahiti où, au moment même de l'entrée en vigueur de Vigipirate, s'abattait la répression coloniale sur le peuple polynésien en révolte contre l'« ordre » impérialiste qui écrase ces îles. Nous avons appelé, et appelons, le mouvement ouvrier de la « métropole » à lutter contre la terreur coloniale raciste dans les colonies « françaises », pour la libération immédiate des indépendantistes polynésiens et la levée des inculpations, pour l'indépendance immédiate des DOM-TOM (lire notre article « L'ennemi principal est dans son propre pays ! » en pages 6 et 7). Ce rassemblement de front unique, qui s'est tenu derrière les mots d'ordre « A bas les pogromes anti-immigrés et l'état de siège raciste de Chirac ! Flics et troupes françaises hors des quartiers immigrés et hors de Tahiti ! », a eu lieu à Paris face au cinéma « Le Grand Rex », un des lieux où, le 17 octobre 1961, fut perpétré le massacre de centaines d'Algériens qui manifestaient pacifiquement contre l'impérialisme français, pour l'indépendance de l'Algérie. En même temps, tout ce que le pays compte de « gauche » et d'« extrême gauche », capitulant devant la terreur raciste de la bourgeoisie, défile aujourd'hui contre la reprise des essais nucléaires – sans un seul mot contre Vigipirate !

Comme nous le disions dans notre déclaration (datée du 10 septembre) appelant à ce rassemblement, « au nom d'une "union sacrée" chauvine et raciste "contre le terrorisme", Chirac veut préparer la population à l'arbitraire et aux mesures de répression contre quiconque combat ses mesures de régression sociale. La politique anti-immigrée de la bourgeoisie est le fer de lance de sa politique réactionnaire globale. Chirac attise l'hystérie contre les immigrés et leurs enfants pour éviter un troisième tour social que les grèves du printemps dernier annonçaient. La bourgeoisie veut diviser pour mieux régner [...]. Halte aux charters et aux expulsions ! Défense du droit d'asile ! Flics hors des cités-ghettos ! Ecrasons les fascistes avant qu'ils nous écrasent ! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les usines ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! »

La classe ouvrière, multiethnique, doit mettre au centre de son combat la lutte contre la terreur et la ségrégation racistes, et briser l'union sacrée raciste et chauvine à laquelle ses directions réformistes participent activement. Sinon, c'est son intégrité et son unité de combat qui seront minées et détruites au moment où elle a besoin de toute sa puissance pour affronter les plans draconiens que le gouvernement avance de plus en plus ouvertement. Blocage des salaires ; augmentation des impôts indirects ; traque des « faux chômeurs » et RMistes ; menaces contre la sécurité sociale et le système des retraites ; licenciements de quelque 15 000 maîtres-auxiliaires de l'éducation nationale – soit près d'un tiers de l'effectif, et dont beaucoup, étrangers, vont se retrouver désormais sans carte de séjour, donc expulsables...



Le Bolchévik

La LTF dans le rassemblement du 15 septembre contre la terreur raciste en France et à Tahiti

Le 10 octobre est prévue une grève dans toute la fonction publique – la première épreuve sociale à laquelle Chirac aura à faire face. Mais le mécontentement des fonctionnaires n'est que le haut de l'iceberg. Un sondage CSA publié par *InfoMatin* du 18 septembre révèle que deux tiers des personnes interrogées sont prêtes à « participer à un mouvement de protestation sociale ». A bas l'austérité de Chirac ! Augmentation massive des salaires ! Plus un seul licenciement ! Embauche massive sous contrôle syndical ! Nous nous opposons aux dérèglementations-privatisations de France Télécom et des autres services publics comme constituant des attaques pour briser les syndicats et accroître les profits aux dépens des conditions de vie et de travail. Ouverture de la fonction publique aux non-Français ! Pour assurer la hausse automatique des salaires corrélativement à la hausse du coût de la vie, nous exigeons l'échelle mobile des salaires. Pour répartir le travail disponible entre toutes les mains ouvrières, nous exigeons l'échelle mobile des heures de travail. Que le capitalisme soit incapable de satisfaire des revendications aussi élémentaires que les échelles mobiles est bien la preuve que ce système doit être renversé. C'est pourquoi nous combattons pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui expropriera la bourgeoisie. Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe !

Le retour du gaullisme au pouvoir

Chirac a gagné les présidentielles (face à une social-démocratie usée par 14 ans de mitterrandisme antiouvrier et face à un balladurisme déconsidéré par ses reculs successifs devant les mobilisations de la jeunesse et des travailleurs) en s'engageant à restaurer l'« autorité de l'Etat » et réduire la « fracture sociale » en promettant de lutter contre le chômage et la misère, de diminuer les im-

pôts... Le tout au nom de la « grandeur » et du « génie » de la France. Le « pacte républicain » de Chirac s'inscrit en droite ligne dans le gaullisme dont la démagogie prétendument « au-dessus des classes » mêle autoritarisme, chauvinisme, racisme et populisme.

Mais si de Gaulle avait pu édifier un « Etat fort » qui en a fini avec l'anarchie parlementaire de la IV^e République et qui a permis la restructuration et la modernisation du capitalisme français nécessaire pour faire face à la concurrence de ses rivaux impérialistes, c'est parce qu'il a instauré en 1958 son régime bonapartiste sur la base d'un coup d'Etat : le soulèvement de l'état-major militaire s'appuyant sur la révolte des « petits Blancs » d'Algérie, dirigés par des fascistes et des gaullistes, menacés dans leurs privilèges par la lutte d'indépendance du peuple algérien. Ce coup d'Etat, qui s'est aussi appuyé sur le soutien ouvert de la social-démocratie et sur la paralysie du PCF embourbé dans sa politique de collaboration de classes, a constitué une défaite pour la classe ouvrière. Il faudra attendre 1963 pour voir, avec les mineurs, la première grève ouvrière d'envergure. Et c'est la grève générale ouvrière de Mai 68 qui, combinée avec la mobilisation de la jeunesse, viendra à bout du régime, de Gaulle quittant finalement le pouvoir en 1969.

Mais, en liquidant la situation pré-révolutionnaire de Mai 68, les directions du PCF, de la SFIO (le PS d'alors) et des syndicats empêcheront que cette puissante et massive mobilisation débouche sur une prise révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat. Pour éviter un nouveau Mai 68, elles constitueront, quelques années plus tard, l'Union de la gauche (dont Mitterrand sera le leader), un bloc de front populaire avec le Parti radical, bourgeois. Les directions réformistes, dont le but est la préservation du capitalisme, sont parfaitement capables de trahir seules la classe ouvrière. Mais en formant une coalition avec des forces bourgeoises – un front populaire où elles s'engagent par avance à défendre l'Etat et la propriété capitalistes – elles occultent leur contradiction entre les aspirations socialistes de leur base ouvrière et leurs aspirations à s'intégrer à l'Etat bourgeois. Le front populaire de Mitterrand, victorieux aux élections de 1981 (grâce aussi à la « neutralité » bienveillante de Chirac) puis de 1988, conduira une politique antiouvrière, antisoviétique et anti-immigrée, tout en enchaînant au char de la bourgeoisie la classe ouvrière. Ayant ainsi paralysé et démoralisé les travailleurs, le front populaire gonflera les voiles des fascistes et pavera la voie au retour de la réaction gaulliste.

Chirac est le continuateur du gaullisme (avec tout ce que cela implique de barbouzerie et de « coups tordus » dont le spécialiste, en Afrique, Foccart vient de faire sa rentrée remarquée – et significative – aux côtés de Chirac). Mais il a beau s'être arrogé, avec la réforme de la constitution, davantage de pouvoirs plébiscitaires, il n'en est pas pour autant un bonaparte qui, comme de Gaulle, a pu s'élever au-dessus du parlement et des partis pour apparaître comme le « sauveur » de la nation menacée d'explosion par des contradictions de classe particulièrement aiguës. (En l'occurrence, c'est la Guerre d'Algérie, que l'impérialisme français était en train de perdre, qui constituait cette menace d'explosion sociale à la fois en Algérie et en métropole.)

Si de Gaulle avait ressoudé bon gré mal gré la bourgeoisie derrière sa personne, elle est aujourd'hui profondément divisée sur la politique à mener, tant à l'égard de la classe ouvrière que de ses « partenaires » impérialistes. Division fratricide entre balladuriens et chiraciens. Division au sein même des chiraciens. Mais, contrairement à ce qu'a voulu croire la direction du PCF tout à son « opposition constructive », le vidage de Madelin ne fait qu'exprimer une diver-

gence dans la bourgeoisie sur les moyens et le rythme d'application des mesures de régression sociale. « *Ma méthode, dit Juppé, c'est de faire des réformes qui ne brutalisent pas le corps social.* » Cette affaire exprime une peur à l'égard de la classe ouvrière. Comme dira le très bourgeois *Figaro*, le gouvernement a préféré « une secousse gouvernementale à une épreuve de force sociale ». Alors que le patronat français et international pousse à des mesures plus sévères contre les travailleurs dès maintenant, Chirac (qui lui aussi a fait ses classes politiques sous Mai 68) veut éviter une explosion sociale. Tirant le bilan des « années Balladur », il cherche notamment à intégrer – au nom du « pacte républicain » – les directions réformistes du mouvement ouvrier dans les décisions d'austérité à prendre pour défendre les intérêts du capitalisme français face à ses concurrents.

La France dans le « nouvel ordre mondial »

Les divergences au sein de la bourgeoisie sur la politique sociale recourent la question (et lui sont liées) de la place de l'impérialisme français dans le monde d'après la Guerre froide antisoviétique.

Avec la contre-révolution capitaliste dans le bloc soviétique, les rivalités inter-impérialistes, assourdies pendant la Guerre froide dans le but de maintenir l'alliance antisoviétique, sont aujourd'hui revenues en force. Le réveil a été brutal pour l'impérialisme français qui a vu en peu de temps remises en cause toutes les « niches » qu'il avait réussi à se ménager du temps de la Guerre froide, notamment du temps de De Gaulle qui avait pu prendre ses distances à l'égard des USA embourbés dans la Guerre du Vietnam. L'impérialisme américain, non content d'avoir largement évincé depuis la Guerre du Golfe ses concurrents français des juteux marchés des pays pétroliers du Moyen-Orient, s'attaque maintenant à la « chasse gardée » que représentent pour les capitalistes français leurs ex-colonies du Maghreb et d'Afrique noire. Et les trusts français n'ont que très peu profité de l'ouverture à l'exploitation capitaliste de l'ex-bloc soviétique, où ils doivent abandonner à leurs concurrents allemands les marchés les plus rentables.

Incapable de rivaliser seul avec les trois géants de l'impérialisme contemporain que sont les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, l'impérialisme français s'est pour l'instant résigné, sans enthousiasme, à s'intégrer à une Union européenne (UE) dominée par l'Allemagne réunifiée – et dont la pierre angulaire doit être le passage, avant 1999, à une « monnaie unique » qui ne serait en fait que le deutschemark plus ou moins grossièrement travesti. Dans le cadre de ladite UE, la bourgeoisie française entretient l'espoir (largement illusoire) de limiter dans la mesure du possible la liberté de manœuvre de son puissant « partenaire ».

Moins « européen » que le faucon de guerre froide Mitterrand ou que son rival Balladur, Chirac a cependant lui aussi accepté la politique de l'UE comme le moyen d'éviter le cauchemar qui hante la bourgeoisie française depuis la réunification allemande de 1990 : être écrasée économiquement et politiquement par un Quatrième Reich allemand qui aurait reconstruit sa sphère d'influence historique en Europe de l'Est. « *Si nous ne bâtissons pas une Union économique et monétaire solide autour d'une monnaie unique*, déclare ainsi Juppé, *l'Europe se dissoudra [...]. Dans deux ou trois ans, trois ou quatre ans, il y aura [alors] une zone mark autour de l'Allemagne, avec le Benelux et les pays scandinaves, la Mitteleuropa* » (le *Monde*, 29 septembre).

Mais pour participer à l'UE, la bourgeoisie française doit satisfaire aux « critères de convergence de Maastricht » qui imposent notamment de réduire, avant 1997, les déficits publics (sécurité sociale comprise) de 5 % à 3 % du produit intérieur brut. S'il veut y parvenir, Chirac doit réussir à imposer très rapidement

des coupes sombres dans le système d'assurance-maladie, d'assurance-chômage et de retraites couplées à des hausses massives des impôts frappant la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie, et à un blocage des salaires. Et si de telles mesures ne peuvent que contribuer, en augmentant brutalement le taux d'exploitation, à restaurer les profits et la « compétitivité internationale » de la bourgeoisie française, elles lui font aussi courir le risque d'une explosion sociale.

Avec les luttes de la classe ouvrière et de la jeunesse multiethniques qui se sont multipliées y compris pendant la période électorale, et dont la grève de Renault-Flins (avec sa puissante composante immigrée) a été le point culminant, Chirac sait que ce risque est bien réel. L'exemple récent de Berlusconi en Italie, congédié par la bourgeoisie après que son programme d'austérité eut déclenché la plus grande grève générale dans ce pays depuis plusieurs décennies, est aussi là pour lui montrer que la victoire électorale d'un candidat populiste qui promettait d'instaurer un « régime fort » ne lui confère pas automatiquement la force de résister à une puissante vague de luttes ouvrières.

Le PCF dans l'« opposition constructive »

Le gouvernement Chirac, en difficultés à la direction des affaires de la bourgeoisie française au moment où il s'agit de passer à l'offensive antiouvrière, a trouvé un allié inespéré dans la direction du PCF. Robert Hue est entré, cet été, en « opposition constructive » - une formule de capitulation sans fard qui trouble plus d'un militant du PCF. Prenant pour argent comptant les promesses populistes du gouvernement, Hue a fixé la ligne : « Il est clair que le gouvernement - Alain Juppé l'a dit [sic] - doit tenir compte de l'opinion publique qui est forte et exerce sa pression » (*L'Humanité*, 31 août). En conséquence, le PCF s'inscrit dans la « pression populaire » pour pousser dans le bon sens « un gouvernement tiraillé entre les attentes des Français et des principes économiques respectueux de l'argent-roi et du dogme de la baisse du coût de travail » (*L'Humanité*, 11 juillet).

La direction du PCF accueillera ainsi avec une certaine satisfaction le limogeage de Madelin, les déclarations de

Juppé sur le « service public à la française » et même le budget d'austérité, Bocquet le chef du groupe PCF au Parlement déclarant : « Plusieurs mesures fiscales annoncées répondent partiellement aux critiques réitérés des députés communistes contre une domination de la finance qui pénalise l'investissement et l'emploi » (*L'Humanité*, 13 septembre).

Le PCF espère en effet, avec le retour au pouvoir du gaullisme, retrouver une crédibilité politique. De la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la victoire de la contre-révolution capitaliste en URSS, il était le parti ouvrier hégémonique dans ce pays. Avec l'effondrement des régimes stalinien qui le patronnaient, le PCF, qui a perdu ainsi une part de sa raison d'être et qui, de plus, est sorti laminé par sa participation et son soutien aux gouvernements antiouvriers de Mitterrand, tente de se reconstituer en parti social-démocrate classique. Mais se dresse sur son chemin le PS, un parti social-démocrate qui, s'il est devenu électoralement hégémonique à gauche, n'organise néanmoins quasiment pas la classe ouvrière et reste avant tout une monstrueuse machine électorale. Par contre, le PCF conserve - via la CGT et la FSU - une influence auprès des travailleurs, supérieure à son poids électoral, qu'il peut monnayer auprès d'un pouvoir désireux d'intégrer les directions ouvrières pour garantir la « paix sociale ». Et Hue a déjà donné la consigne à ses élus de s'investir de façon « constructive » dans les « comités départementaux pour l'emploi » qui ne sont qu'un paravent à la gestion du chômage.

Chirac, en bon disciple de De Gaulle, sait qu'il peut compter sur la direction du PCF qui a sauvé la peau du capitalisme en 1968 mais aussi à la « Libération » où elle était dans un gouvernement de front populaire avec « le Général » pour reconstruire la France capitaliste et étouffer les luttes ouvrières. Le PCF sait, de son côté, qu'il a des affinités avec le gaullisme, depuis un certain dirigisme économique (dont une dose est nécessaire au capitalisme français vu sa faiblesse économique relative) jusqu'à l'exaltation cocardière du « rayonnement de la France » dans le monde. Il a même organisé à Cannes une rencontre dans le but de trouver « de possibles convergences d'action avec d'autres forces sur des sujets concrets comme la souveraineté nationale,

l'autonomie des budgets nationaux, le maintien et le développement des services publics... » (*L'Humanité*, 27 juin). Voilà des « sujets concrets » qui ont tout d'un appel du pied aux gaullistes ! Et le seul invité politique à la Fête de l'Huma sera précisément Jean-Yves Chamard, un député RPR...

Devant les critiques à son « opposition constructive », la direction du PCF envisage de mettre de côté la formule pour mieux en conserver le contenu. Ainsi, apporte-t-elle, des Balkans à Vigipirate, un soutien sans faille à la politique chauvine et raciste du gouvernement. Félicitations à Chirac pour avoir « remarqué que les accords de Schengen avaient exagérément désorganisé nos frontières » - tout en l'invitant à aller plus loin dans la maîtrise des frontières (*L'Humanité*, 11 septembre). Publication dans *L'Humanité* des portraits-robots des soi-disant « terroristes » (auxquels ressemble tout Maghrébin). Appel au meurtre de « mettre hors d'état de nuire » lesdits « terroristes » (*L'Humanité*, 8 septembre). Et, pour finir, applaudissements à l'exécution de Khaled Kelkal...

En participant pleinement à Vigipirate comme elle a participé à toute la politique raciste des gouvernements Mitterrand, la direction du PCF fait montre de sa « responsabilité » à l'égard de la bourgeoisie - en vue de sa participation à une nouvelle coalition de front populaire. C'est déjà en envoyant un bulldozer contre un foyer de travailleurs maliens à Vitry, en décembre 1980, qu'elle avait gagné quelques strapontins dans le gouvernement Mitterrand de 1981. Aujourd'hui, elle n'a certainement aucun espoir d'entrer dans un quelconque gouvernement, mais en participant activement au consensus anti-immigré elle aide la bourgeoisie à corrompre et à affaiblir la classe ouvrière avec le poison mortel du chauvinisme et du racisme.

Les fascistes en embuscade

En attisant le chauvinisme et en portant la guerre raciste à un niveau sans précédent, Chirac cherche aussi à ramener à lui une partie des couches petites-bourgeoises et ouvrières racistes, arriérées et désespérées qui se tournent aujourd'hui vers les fascistes du Front national. Le ministre de l'Intérieur Debré justifie ainsi l'accentuation du terrorisme d'Etat anti-immigré comme un moyen de

constituer un « rempart contre les débordements de la xénophobie » (*le Monde*, 30 septembre).

Mais le mouvement fasciste est aujourd'hui bien puissant, organisé et implanté - il vient ainsi de s'assurer d'importants points d'appui avec la conquête des mairies de plusieurs grandes villes. Si aujourd'hui les lepenistes applaudissent l'état de siège raciste instauré par le gouvernement, demain ce sont les électeurs déçus par les promesses populistes non tenues par Chirac qui risquent de se tourner vers des fascistes rendus « respectables » par la politique anti-immigrée aussi bien de la « gauche » que de la « droite républicaine ». Enfin, si la bourgeoisie garde pour l'instant les bandes armées fascistes « en réserve », elle pourrait être tentée d'y avoir recours pour écraser le mouvement ouvrier et la jeunesse multiethnique si, dans une situation d'exacerbation de la lutte des classes où les ressources habituelles du parlementarisme bourgeois se trouveraient épuisées, le régime chiraquien se révélait incapable de mater la classe ouvrière. Nous disons : *Aucune confiance dans l'Etat bourgeois pour lutter contre les fascistes ! Pour des actions ouvrières/immigrées ! Ecrasons les fascistes avant qu'ils nous écrasent !*

A bas la collaboration de classes ! Pour un parti révolutionnaire !

Avec leur politique de collaboration de classes, raciste et chauvine, incapable d'offrir une issue prolétarienne à la crise économique et politique capitaliste, les directions réformistes du PCF, du PS et des syndicats - derrière lesquelles se traîne l'« extrême gauche » domestiquée - laissent le champ libre aux pires ennemis des travailleurs. La crise du capitalisme ne pourra être résolue dans le sens des intérêts des exploités et des opprimés que par le renversement du capitalisme. Toutes les vagues de luttes, qu'ont connues aussi bien la France que les autres pays européens, montrent que de nouveaux Mai 68 sont possibles. La clé, c'est de se préparer à de telles situations révolutionnaires en intervenant dès maintenant dans les luttes des travailleurs et des jeunes pour regrouper et former les cadres du parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique et internationaliste, qui conduira le prolétariat, à la tête de tous les opprimés, à la conquête du pouvoir. ■

Bosnie...

Suite de la page 2

révolution capitaliste, n'a pu, devant les frappes aériennes, que faire étalage de son indignation proserbe, tout en faisant pression sur les Serbes afin qu'ils acceptent les diktats occidentaux.

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, Chirac a participé activement aux récentes attaques de l'OTAN/ONU contre les Serbes de Bosnie, les médias se faisant néanmoins l'écho des « craintes de la France et des Nations unies [...] d'être entraînés dans une guerre américaine en Bosnie » (*le Monde*, 14 septembre). Et en se faisant le défenseur du « maintien d'une Bosnie-Herzégovine » et en proposant d'impliquer plusieurs pays arabes « amis de la France » dans les négociations, Paris espère renforcer son poids face à ses concurrents impérialistes.

Un des problèmes majeurs de l'impérialisme dans l'ex-Yougoslavie est que les Musulmans bosniaques, non contents d'être la plus faible numériquement des forces nationalistes en conflit, sont aussi les moins capables de former un Etat-nation viable. Il n'a jamais existé de nation bosniaque, et il n'existe pas de « peuple bosniaque ». La Bosnie est une région qui regroupe trois peuples étroitement apparentés et jusque-là fortement imbriqués les uns aux autres : les Serbes, les Croates et les Musulmans slaves.

Avec l'éclatement de la Yougoslavie suivant des lignes de partage nationales,

les rapports de force régionaux vont dans le sens de la partition de la Bosnie entre la Serbie et la Croatie. Cela a toujours été la politique du IV^e Reich allemand et de la Russie d'Eltsine. Et peut-être, dans le but de conserver un rôle décisif dans la politique européenne au travers de l'OTAN, la position de Washington évolue dans cette direction. Cela ne laisserait aux Musulmans bosniaques qu'un Etat croupion, dominé par la Croatie, autour de Sarajevo. Autant pour l'hypocrisie des libéraux et de la soi-disant « gauche » qui soutiennent le bellicisme antiserbe et les interventions militaires impérialistes dans les Balkans au nom de la défense d'une « Bosnie démocratique et multiethnique ». En fait, tout règlement imposé par les impérialistes aux nationalistes balkaniques en conflit n'apportera aucunement la paix ; quel qu'il soit, il ne fera que jeter les bases de futures guerres.

Pour une fédération socialiste des Balkans !

C'est la victoire remportée au cours de la Deuxième Guerre mondiale par les partisans du parti communiste de Tito face à l'Allemagne nazie et aux nationalistes croates et serbes qui avait rendu possible le renversement du capitalisme et qui avait permis aux peuples de Yougoslavie de connaître deux générations de paix et de relative harmonie ethnique. Cependant, seule l'extension de la révolution socialiste aux pays capitalistes avancés d'Europe de l'Ouest pouvait établir

les bases économiques d'une égalité nationale authentique dans la région relativement misérable des Balkans.

Au contraire, le fait que la Yougoslavie titiste était un Etat ouvrier déformé gouverné par une bureaucratie stalinienne parasitaire, combiné avec la politique de « socialisme de marché » qui ouvrit la Yougoslavie à une pénétration économique impérialiste accrue, renforça et aggrava les disparités entre régions, attisant ainsi les nationalismes qui relevaient la tête et pavant finalement la voie à la contre-révolution capitaliste. Les massacres, les transferts de populations forcés (plus de 3 millions de réfugiés depuis le début !) et les autres atrocités qui sont le produit de cette restauration du capitalisme sont inhérents aux tentatives de créer des Etats-nations bourgeois sur les ruines de ce qui fut une société multiethnique composée de peuples étroitement entremêlés. Dans le cadre de la contre-révolution capitaliste, il ne peut y avoir de solution juste aux aspirations nationales des peuples de Bosnie et des autres ex-républiques yougoslaves.

Aujourd'hui, parmi les populations réduites à la misère, lassées et dégoûtées

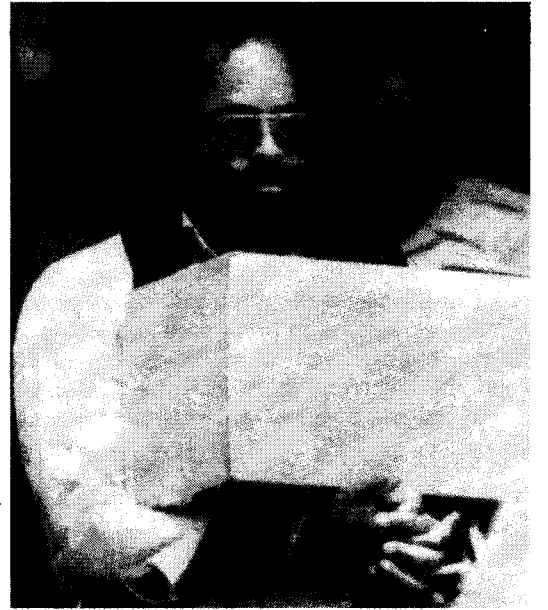
de ces horribles guerres, se répand de plus en plus largement la nostalgie de la relative harmonie ethnique qui existait avant la contre-révolution. Un noyau trotskyste dans la région lutterait pour rassembler et mobiliser les travailleurs de toutes les nationalités dans une lutte révolutionnaire contre les vampires impérialistes, responsables pour toutes ces horreurs, et contre les démagogues nationalistes qui s'en abreuvent - les Serbes Milosevic et Karadzic, le Croate Tudjman et le Musulman bosniaque Izetbegovic. Le premier pas vers une paix juste et durable dans la région est la formation de partis fondés sur l'internationalisme prolétarien. De tels partis léninistes-trotskystes, construits dans le combat de la LCI pour reforcer la Quatrième Internationale et armés du programme de la révolution socialiste mondiale, seront capables d'arracher les masses à l'influence des démagogues réactionnaires de tous bords au cours de la lutte pour une révolution ouvrière et une fédération socialiste des Balkans, partie intégrante des Etats-Unis socialistes d'Europe.

- Adapté de Workers Vanguard n°628 et 629

POUR CONTACTER LA LIGUE TROTSKYSTE

Paris Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris cedex 10 Tél : 42 08 01 49
Rouen Le Bolchévik BP 240 76003 Rouen cedex Tél : 35 73 74 47

La campagne internationale arrache un sursis à l'exécution



Ci-dessus, le cortège du CDDS et de la Jeunesse spartaciste à la manifestation du 27 septembre à Paris pour Mumia Abu-Jamal. A droite, Mumia arrive, menottes aux poignets, au tribunal.

Libérez Mumia !

L'article ci-dessous est basé sur l'article paru dans Workers Vanguard n° 629 (22 septembre), le journal de nos camarades de la Spartacist League/US.

Comme on pouvait s'y attendre, le juge de Philadelphie Albert Sabo a rejeté, le 15 septembre, la demande faite par Mumia Abu-Jamal, prisonnier politique noir américain, de révision du procès qui, en 1982, le condamna à mort. Ses avocats ont présenté un ensemble impressionnant d'éléments établissant comment il fut accusé et condamné injustement, au terme d'une machination policière et judiciaire, pour le meurtre, survenu en 1981 lors d'une fusillade, du policier Daniel Faulkner. Malgré le blocus judiciaire organisé par Sabo (qui empêcha que soient présentées au tribunal plusieurs dizaines de témoins et pièces à décharge), ils démontrèrent que les accusations étaient un tissu de mensonges et fournirent des preuves de son innocence. La décision de Sabo laisse ouverte la possibilité d'appel auprès de la Cour suprême de l'Etat de Pennsylvanie et de la Cour suprême des Etats-Unis.

La persécution contre Mumia montre que la vérité pèse de peu de poids dans la balance truquée de la « justice » capitaliste. Si le juge Sabo avait dû, le 7 août dernier, annoncer un sursis à l'exécution de Jamal (dont la mort était programmée pour le 17 août), cela a été le résultat direct de la mobilisation internationale en défense de Jamal. De l'Afrique du Sud aux USA, des centaines de milliers de personnes ont manifesté. Des syndicats de journalistes, des écrivains (et notamment le Parlement international des écrivains présidé par Salman Rushdie), des institutions et politiciens bourgeois (du Parlement européen au gouvernement belge, en passant par Chirac et Mandela) sont intervenus en sa faveur. Des syndicats représentant des milliers de travailleurs ont pris fait et cause pour lui. Son sort est devenu le symbole de la

barbarie de la peine de mort et de la terreur raciste. La réponse à la décision de Sabo doit être de redoubler d'efforts dans la campagne pour la libération immédiate de Mumia et l'abolition de la peine de mort raciste aux USA.

Jamal, journaliste renommé qui avait courageusement élevé la voix contre la brutalité raciste des flics de Philadelphie, était lui-même dans le collimateur de l'Etat. Il était devenu un partisan de l'organisation MOVE dont les membres étaient régulièrement persécutés par les flics. Au cours des audiences qui se sont succédé cet été, Sabo refusa de verser au dossier plus de 600 pages (sur un total de 800) du rapport du FBI présentées par la défense et documentant les efforts du gouvernement pour « coincer » Mumia, y compris une tentative de l'accuser d'un meurtre commis aux Bermudes alors qu'il travaillait à Philadelphie... Ces efforts débutèrent à la fin des années 60 quand, adolescent, il devint l'un des dirigeants du Black Panther Party à Philadelphie.

Les avocats de Jamal, sous la direction de Leonard Weinglass, avaient demandé que la date de la décision finale soit repoussée afin de pouvoir procéder à l'audition de plusieurs nouveaux témoins. Cette requête, comme beaucoup d'autres auparavant, fut rejetée. Reflétant un malaise certain dans les cercles du pouvoir devant l'ampleur des protestations, de grands quotidiens dénoncèrent le comportement de Sabo. Ainsi, le *New York Times* du 16 septembre notait qu'il « a rejeté presque toutes les objections de la défense et retenu presque toutes celles de l'accusation ».

Sabo, l'exécuteur en robe noire qui a envoyé plus de 30 condamnés à la mort (deux fois plus que n'importe quel autre juge aux Etats-Unis), constitue depuis longtemps à Philadelphie un rouage clé du système d'injustice raciste. Et, le 2 août, quand Rachel Wolkenstein, avocate de Mumia et conseillère juridique du Partisan Defense Committee (PDC),

protesta contre le rejet des demandes de comparution de témoins et de toutes les preuves remettant en cause les peines de mort prononcées en Pennsylvanie sur la base de leur partialité raciste, Sabo ordonna sa mise en détention, menottes aux poignets. Il menaçait à nouveau de la faire arrêter quand elle voulut apporter les preuves que la correspondance de Mumia (et notamment sa correspondance soi-disant protégée avec ses avocats) était ouverte et communiquée aux services du gouverneur de Pennsylvanie.

Un moment fort des dernières audiences fut l'apparition du frère de Jamal, Billy Cook, dont la voiture avait été arrêtée par Faulkner quelques instants avant la fusillade de 1981. Après un entretien avec Cook, Rachel Wolkenstein présenta au tribunal une déclaration sous serment dans laquelle Cook déclarait que « Mumia n'a pas tiré sur le policier Faulkner ». Elle rapporta également que Cook « craignait pour sa vie s'il témoignait en faveur de son frère, et qu'après son arrestation en 1981, et à de nombreuses reprises depuis lors, la police l'avait averti qu'il ne devait pas témoigner ». En réponse, l'accusation menaçait de faire arrêter Cook s'il se présentait à l'audience. Devant cette menace, Cook disparut à nouveau.

Il a de bonnes raisons de craindre pour sa vie. A chaque audience, une garde prétorienne de flics armés de Philadelphie, organisée par le Fraternal Order of Police (FOP) dont Sabo est un ancien membre, se tenait face à la famille et aux partisans de Mumia. Quand les protestations internationales obligèrent Sabo à accorder un sursis à l'exécution, l'un de ces nervis déclara : « On a envie de se dire que peut-être nous aurions dû l'exécuter au coin de la 13^e avenue et de Locust Street [l'endroit de la fusillade de 1981]. »

Les flics, les procureurs et les juges sont partie intégrante d'un système de répression d'Etat qui a depuis longtemps placé Jamal dans son collimateur. La bataille pour sa libération est un combat

pour tous les travailleurs et tous les opprimés. Si le pouvoir raciste réussit à perpétrer le lynchage judiciaire d'un innocent condamné pour ses convictions politiques - ou s'il l'enferme à vie, comme le préféreraient d'influents porte-parole du capital tels que le *New York Times* -, cela renforcera la machinerie terroriste de l'Etat capitaliste.

Procès truqué chez Sabo, 2^e épisode

Dan Williams, le premier des quatre avocats de la défense qui, le 11 septembre, prononcèrent la plaidoirie finale, démonta le mythe des prétendus « aveux » de Mumia et déclara que les preuves montrant que le procureur et les flics avaient inventé cette histoire de toutes pièces « réduisent à néant les arguments de l'accusation ». Il n'avait été fait état de ces soi-disant « aveux » que 64 jours après la fusillade, après que Jamal eut accusé les flics de voies de fait à son encontre. Le procureur et les flics s'étaient alors réunis pour concocter cette version mensongère des faits.

La tenue de cette réunion a été révélée par le témoignage de Gary Wakshul, le flic qui gardait Mumia, blessé, entre l'arrivée des policiers sur le lieu de la fusillade et son admission à l'hôpital. En fait d'« aveux », Wakshul avait écrit dans son rapport rédigé le jour même que « pendant tout ce temps le Noir de sexe masculin [Jamal] n'a fait aucun commentaire ». Lors du procès de 1982, le procureur Joseph McGill affirma que Wakshul était « en vacances » et qu'il serait « indisponible » pour témoigner. Or, il s'avère que Wakshul était à son domicile pendant toute la durée du procès. Les avocats de Jamal ont aussi réduit en miettes la crédibilité des témoins à charge, qui avaient modifié leurs premiers témoignages pour incriminer Jamal en échange de quelques faveurs en rapport avec leur propre passé judiciaire. La prostituée Cynthia White,

Suite page 5

USA : A bas la peine de mort raciste !